

29	RANST
30	RHODE-SAINT-GENESE
31	TREMELO
32	FOURONS
33	WELLEN
34	ZAVENTEM
35	ZEMST

Vue pour être annexée à l'arrêté ministériel du 11 janvier 2017 approuvant la liste contenant le classement définitif des communes en catégories dans le cadre de l'évaluation de l'avancement de 2016.

Bruxelles, le 11 janvier 2017.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement,  
de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

L. HOMANS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/20259]

#### 12 JANVIER 2017. — Décret concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ainsi que la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal.

#### *Section 1<sup>re</sup>.* — Dispositions générales et définitions

**Art. 2.** Les articles 2 à 9 établissent les règles et procédures selon lesquelles la Communauté française et les Etats membres de l'Union européenne, coopèrent entre eux aux fins d'échanger les informations vraisemblablement pertinentes pour l'administration et l'application de la législation interne de la Communauté française et de tous les Etats membres relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Communauté française ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

Ces mêmes articles énoncent également les dispositions régissant l'échange par voie électronique des informations visées à l'alinéa premier.

Ils n'affectent pas l'application des règles relatives à l'entraide judiciaire réciproque en matière pénale. Ils ne portent pas non plus atteinte aux obligations en Communauté française et dans les Etats membres en matière de coopération administrative plus étendue qui résulteraient d'autres instruments juridiques, y compris d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Le présent décret ne s'applique pas à la taxe sur la valeur ajoutée et aux droits de douane, ni aux droits d'accises couverts par d'autres textes de législation de l'Union relatifs à la coopération administrative entre Etats membres. Le présent décret ne s'applique pas non plus aux cotisations sociales obligatoires dues à l'Etat membre, à une de ses entités ou aux organismes de sécurité sociale de droit public.

Les taxes et impôts visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sauraient en aucun cas être interprétés comme incluant :

- a) les droits tels que les droits perçus pour des certificats ou d'autres documents délivrés par les pouvoirs publics; ou
- b) les droits de nature contractuelle, tels que la contrepartie versée pour un service public.

Le présent décret s'applique aux taxes et impôts visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui sont perçus sur le territoire auquel les traités s'appliquent en vertu de l'article 52 du traité sur l'Union européenne.

Aux fins des articles 2 à 9, on entend par :

1° "Directive" : la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE;

2° "Etat membre" : un Etat membre de l'Union Européenne ainsi que ses entités territoriales ou administratives y compris ses autorités locales;

3° "bureau central de liaison" : le bureau tel que défini dans l'accord de coopération à conclure en application de l'article 92bis § 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et qui est le responsable privilégié des contacts avec les Etats membres dans le domaine de la coopération administrative;

4° "service de liaison de la Communauté française" : tout bureau autre que le bureau central de liaison qui a été désigné par le Gouvernement de la Communauté française pour échanger directement des informations en vertu du présent article;

5° "fonctionnaire compétent de la Communauté française" : tout fonctionnaire qui est autorisé par le Gouvernement de la Communauté française à échanger directement des informations en vertu du présent article;

6° "autorité compétente" : l'autorité désignée en tant que telle par la Belgique dans l'accord de coopération à conclure en application de l'article 92bis § 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Le bureau central de liaison désigné conformément au 3°, les services de liaison de la Communauté française et les fonctionnaires compétents de la Communauté française sont également considérés comme l'autorité compétente belge par délégation.

Dans l'attente de la conclusion de l'accord de coopération visé à l'alinéa précédent, les termes « autorité compétente » visent exclusivement les services de liaison de la Communauté française et les fonctionnaires compétents de la Communauté française;

7° "autorité compétente étrangère" : l'autorité désignée en tant que telle par un Etat membre autre que la Belgique. Le bureau central de liaison, les services de liaison et les fonctionnaires compétents de cet Etat membre sont également considérés comme l'autorité compétente étrangère par délégation;

8° "autorité requérante" : le bureau central de liaison, un service de liaison ou tout fonctionnaire compétent d'un Etat membre qui formule une demande d'assistance au nom de l'autorité compétente ou d'une autorité compétente étrangère;

9° "autorité requise" : le bureau central de liaison, un service de liaison ou tout fonctionnaire compétent d'un Etat membre qui reçoit une demande d'assistance au nom de l'autorité compétente ou d'une autorité compétente étrangère;

10° "enquête administrative" : l'ensemble des contrôles, vérifications et actions réalisés par les Etats membres dans l'exercice de leurs responsabilités en vue d'assurer la bonne application de la législation fiscale;

11° "échange d'informations sur demande" : tout échange d'informations réalisé sur la base d'une demande introduite par l'Etat membre requérant auprès de l'Etat membre requis dans un cas particulier;

12° "échange automatique" : la communication systématique, sans demande préalable, à intervalles réguliers préalablement fixés, d'informations prédéfinies concernant des personnes résidant dans d'autres Etats membres de résidence concerné;

13° "échange spontané" : la communication ponctuelle, à tout moment et sans demande préalable, d'informations à un autre Etat membre;

14° "personne" :

a) une personne physique;

b) une personne morale;

c) lorsque la législation en vigueur le prévoit, une association de personnes à laquelle est reconnue la capacité d'accomplir des actes juridiques, mais qui ne possède pas le statut de personne morale;

d) toute autre construction juridique quelles que soient sa nature et sa forme, dotée ou non de la personnalité juridique, possédant ou gérant des actifs qui, y compris le revenu qui en dérive, sont soumis à l'un des impôts relevant de la directive.

15° "par voie électronique" : au moyen d'équipements électroniques de traitement – y compris la compression numérique – et de stockage des données, par liaison filaire, radio, procédés optiques ou tout autre procédé électromagnétique;

16° "réseau CCN" : la plate-forme commune fondée sur le réseau commun de communication, mise au point par l'Union européenne pour assurer toutes les transmissions par voie électronique entre autorités compétentes dans les domaines douanier et fiscal.

L'autorité compétente échange les informations avec les autorités compétentes étrangères.

#### Section II. — Echanges d'informations sur demande

**Art. 3.** L'autorité compétente peut, dans un cas particulier, demander à une autorité compétente étrangère de lui communiquer toutes les informations visées à l'article 2 dont celle-ci dispose ou qu'elle a obtenues à la suite d'une enquête administrative. La demande peut comprendre une demande motivée portant sur une enquête administrative précise.

L'autorité compétente peut demander à l'autorité requérante de lui communiquer les documents originaux.

L'autorité compétente communique à une autorité compétente étrangère qui les lui demande dans un cas particulier, toutes les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dont elle dispose ou qu'elle a obtenues suite à l'exécution d'une enquête administrative nécessaire à l'obtention de ces informations.

Le cas échéant, l'autorité compétente avise l'autorité requérante des raisons pour lesquelles elle estime qu'une enquête administrative n'est pas nécessaire.

Pour obtenir les informations demandées ou pour procéder à l'enquête administrative demandée, l'autorité compétente suit les mêmes procédures que si elle agissait d'initiative ou à la demande d'une autre instance belge.

En cas de demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité compétente communique les documents originaux sauf si les dispositions belges s'y opposent.

#### Section III. — Délais

**Art. 4.** Les communications sont effectuées par l'autorité compétente le plus rapidement possible, et au plus tard six mois à compter de la date de réception de la demande. Toutefois, lorsque l'autorité compétente est déjà en possession des informations concernées, les communications sont effectuées dans un délai de deux mois suivant cette date. Pour certains cas particuliers, l'autorité compétente et l'autorité requérante peuvent fixer d'un commun accord des délais différents.

L'autorité compétente accuse réception de la demande immédiatement à l'autorité requérante, si possible par voie électronique, et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après l'avoir reçue.

L'autorité compétente notifie à l'autorité requérante les éventuelles lacunes constatées dans la demande ainsi que, le cas échéant, la nécessité de fournir d'autres renseignements de caractère général, dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande. Dans ce cas, les délais fixés à l'alinéa 1<sup>er</sup> débutent à la date à laquelle l'autorité compétente a reçu les renseignements complémentaires.

Lorsque l'autorité compétente n'est pas en mesure de répondre à la demande dans le délai prévu, elle informe l'autorité requérante immédiatement, et en tout état de cause dans les trois mois suivant la réception de la demande, des motifs qui expliquent le non-respect de ce délai ainsi que de la date à laquelle elle estime pouvoir y répondre.

Lorsque l'autorité compétente ne dispose pas des informations demandées et n'est pas en mesure de répondre à la demande d'informations ou refuse d'y répondre pour les motifs visés à l'article 8, paragraphe 3, elle informe l'autorité requérante de ses raisons immédiatement, et en tout état de cause dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande.

*Section IV. — Echange automatique et obligatoire d'informations*

**Art. 5.** L'autorité compétente communique aux autorités compétentes étrangères, dans le cadre de l'échange automatique, les informations, se rapportant aux périodes imposables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, dont elle dispose au sujet des personnes résidant dans l'Etat membre concerné et qui concernent des catégories spécifiques de revenu et de capital au sens de la législation belge :

- 1° rémunérations des travailleurs;
- 2° rémunérations des dirigeants d'entreprise;
- 3° produits d'assurance sur la vie non couverts par d'autres actes juridiques de l'Union concernant l'échange d'informations et d'autres mesures similaires;
- 4° pensions;
- 5° propriété et revenus des biens immobiliers.

La communication des informations est effectuée au moins une fois par an, et au plus tard six mois après la fin de l'exercice fiscal au cours duquel les informations sont devenues disponibles.

Les "informations disponibles" désignent des informations figurant dans les dossiers fiscaux de l'Etat membre qui communique les informations et pouvant être consultées conformément aux procédures de collecte et de traitement des informations applicables dans cet Etat membre.

*Section V. — Echange spontané d'informations*

**Art. 6.** Dans les cas suivants, l'autorité compétente communique spontanément à l'autorité compétente étrangère les informations visées à l'article 2 alinéa 1<sup>er</sup> :

1° l'autorité compétente a des raisons de présumer qu'il peut exister une perte d'impôt ou de taxe dans l'Etat membre concerné;

2° un contribuable obtient, en Communauté française une réduction ou une exonération de taxe ou d'impôt qui devrait entraîner pour lui une augmentation de taxe ou d'impôt ou un assujettissement à une taxe ou à l'impôt dans l'Etat membre concerné;

3° des affaires entre un contribuable en Communauté française et un contribuable d'un Etat membre sont traitées dans un ou plusieurs pays, de manière à pouvoir entraîner une diminution de taxe ou d'impôt en Communauté française ou dans l'Etat membre ou dans les deux;

4° l'autorité compétente a des raisons de présumer qu'il peut exister une diminution de taxe ou d'impôt résultant de transferts fictifs de bénéfices à l'intérieur de groupes d'entreprises;

5° l'autorité compétente, à la suite des informations communiquées par une autorité compétente étrangère, a recueilli des informations qui sont adéquates, pertinentes et non excessives pour l'établissement d'une taxe ou de l'impôt dans cet Etat membre concerné.

L'autorité compétente peut communiquer spontanément à une autorité compétente étrangère les informations dont elle a connaissance et qui sont adéquates, pertinentes et non excessives à cette autorité compétente étrangère.

L'autorité compétente qui dispose d'informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> les communique à l'autorité compétente étrangère de tout Etat membre intéressé le plus rapidement possible, et au plus tard un mois après que lesdites informations sont disponibles.

L'autorité compétente à laquelle des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont transmises en accuse réception, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente étrangère qui les lui a communiquées, immédiatement et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après les avoir reçues.

*Section VI. — Autres formes de coopération administrative*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** L'autorité compétente peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées à l'article 2 alinéa 1<sup>er</sup>, que les fonctionnaires habilités par l'autorité compétente peuvent, sous les conditions fixées par l'autorité compétente étrangère :

- 1° être présents dans les bureaux où les autorités administratives de l'Etat membre requis exécutent leurs tâches;
- 2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de l'Etat membre requis.

§ 2. L'autorité compétente peut convenir avec une autorité compétente étrangère, aux fins de l'échange d'informations visées à l'article 2 alinéa 1<sup>er</sup>, que des fonctionnaires habilités par l'autorité compétente étrangère peuvent, sous les conditions fixées par l'autorité compétente :

- 1° être présents, en Communauté française, dans les bureaux du service de la Direction Générale du Budget et des Finances qui exécutent ces tâches;
- 2° assister aux enquêtes administratives réalisées sur le territoire de la Communauté française.

Lorsque les informations demandées figurent dans des documents auxquels les fonctionnaires de l'autorité compétente ont accès, les fonctionnaires de l'autorité requérante reçoivent des copies de ces documents.

En vertu de l'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, les fonctionnaires de l'autorité requérante qui assistent aux enquêtes administratives ne peuvent ni interroger des personnes et ni examiner des documents en Communauté française.

Les fonctionnaires habilités par l'Etat membre requérant, présents en Communauté française conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, doivent toujours être en mesure de présenter un mandat écrit précisant leur identité et leur qualité officielle

§ 3. Lorsque la Communauté française convient avec un ou plusieurs Etats membres de procéder, chacun sur leur propre territoire, à des contrôles simultanés en ce qui concerne une ou plusieurs personnes présentant pour eux un intérêt commun ou complémentaire, en vue d'échanger les informations ainsi obtenues, ce paragraphe s'applique.

L'autorité compétente identifie de manière indépendante les personnes qu'elle a l'intention de proposer pour un contrôle simultané. Elle informe l'autorité compétente étrangère des Etats membres concernés de tous les dossiers pour lesquels elle propose un contrôle simultané, en motivant son choix. Elle indique le délai dans lequel le contrôle doit être réalisé.

Lorsqu'un contrôle simultané a été proposé à l'autorité compétente, celle-ci décide si elle souhaite participer au contrôle simultané. Elle confirme son accord à l'autorité compétente étrangère ayant proposé le contrôle ou lui signifie son refus en le motivant.

L'autorité compétente désigne un représentant chargé de superviser et de coordonner le contrôle.

§ 4. L'autorité compétente peut demander à une autorité compétente étrangère de notifier, conformément aux règles régissant la notification des actes correspondants dans l'Etat membre requis, au destinataire, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives de la Communauté française et concernant l'application en Communauté française de la législation relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Communauté française ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

La demande de notification indique le nom et l'adresse du destinataire ainsi que tout autre renseignement susceptible de faciliter son identification et mentionne l'objet de l'acte ou de la décision à notifier.

L'autorité compétente n'adresse une demande de notification que lorsqu'elle n'est pas en mesure de notifier conformément aux règles applicables en Communauté française, ou lorsqu'une telle notification entraînerait des difficultés disproportionnées. L'autorité compétente peut notifier un document, par envoi recommandé ou par voie électronique, directement à une personne établie sur le territoire d'un autre Etat membre.

§ 5. A la demande d'une autorité compétente étrangère, l'autorité compétente notifie au destinataire, conformément aux règles applicables en Communauté française, régissant la notification des actes correspondants, l'ensemble des actes et décisions émanant des autorités administratives de l'Etat membre requérant et concernant l'application sur le territoire de la Communauté française de la législation relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Communauté française ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales.

L'autorité compétente informe immédiatement l'autorité requérante de la suite qu'elle a donnée à la demande et en particulier de la date à laquelle la décision ou l'acte a été notifié au destinataire.

§ 6. Lorsqu'une autorité compétente étrangère a communiqué des informations en application de l'article 3 ou de l'article 6 et qu'un retour d'informations est demandé, l'autorité compétente qui a reçu les informations, le fournit, sans préjudice des règles relatives au secret professionnel et à la protection des données applicables en Communauté française, à l'autorité compétente étrangère qui les a communiquées, le plus rapidement possible et au plus tard trois mois après que les résultats de l'exploitation des informations reçues sont connus.

L'autorité compétente fournit une fois par an aux Etats membres concernés un retour d'informations sur l'échange automatique, selon les modalités pratiques convenues de manière bilatérale.

§ 7. L'autorité compétente qui a communiqué des informations en application de l'article 3 alinéa 3 ou de l'article 6, peut demander à l'autorité compétente étrangère qui les a reçues, de lui donner son avis en retour sur celles-ci.

§ 8. Lorsqu'un service de liaison de la Communauté française ou un fonctionnaire compétent de la Communauté française reçoit une demande de coopération qui ne relève pas de la compétence qui lui est attribuée conformément à la législation belge ou à la politique belge, il la transmet sans délai au bureau central de liaison et en informe l'autorité compétente étrangère requérante. En pareil cas, la période prévue à l'article 4 commence le jour suivant celui où la demande est transmise au bureau central de liaison.

#### Section VII. — Conditions régissant la coopération administrative

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les informations dont dispose la Communauté française en application du présent décret sont couvertes par l'obligation de secret et bénéficient de la protection de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Ces informations peuvent servir :

1° à l'administration et à l'application de la législation de la Communauté française relative aux taxes et impôts visés à l'article 2 de la Directive;

2° à l'établissement et au recouvrement d'autres taxes et droits relevant de l'article 2 de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, et pour établir et recouvrer des cotisations sociales obligatoires;

3° à l'occasion de procédures judiciaires et administratives pouvant entraîner des sanctions, engagées à la suite d'infractions à la législation en matière fiscale, sans préjudice des règles générales et des dispositions légales régissant les droits des prévenus et des témoins dans le cadre de telles procédures.

Avec l'autorisation de l'autorité compétente étrangère qui a communiqué les informations conformément à la Directive et pour autant que cela soit autorisé par la législation applicable en Communauté française, les informations et documents reçus de cette autorité peuvent être utilisés à des fins autres que celles visées à l'alinéa 2.

Lorsque l'autorité compétente estime que les informations qu'elle a reçues d'une autorité compétente étrangère sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées à l'alinéa 2, elle informe l'autorité compétente de l'Etat membre à l'origine des informations de son intention de communiquer ces informations à un troisième Etat membre. Si l'autorité compétente de l'Etat membre à l'origine des informations ne s'oppose pas dans un délai de dix jours à compter de la date de réception de la communication à cet échange d'informations, l'autorité compétente peut transmettre les informations à l'autorité compétente étrangère du troisième Etat membre à condition qu'elle respecte les règles et procédures fixées dans les articles précédents.

Lorsque l'autorité compétente estime que les informations transmises par une autorité compétente étrangère conformément à l'alinéa 4 peuvent être utiles pour les fins visées à l'alinéa 3, elle demande pour ce faire, l'autorisation à l'autorité compétente de l'Etat membre d'où proviennent ces informations.

Les informations, rapports, attestations et tous autres documents, ou les copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers, obtenus par l'autorité requise et transmis à l'autorité compétente requérante conformément au présent article sont invoqués comme éléments de preuve par les instances compétentes belges au même titre que les informations, rapports, attestations et tous autres documents équivalents fournis par une autre instance belge.

§ 2. L'autorité compétente peut autoriser l'utilisation, dans l'Etat membre qui les reçoit, des informations communiquées conformément aux précédents articles, à d'autres fins que celles visées au paragraphe 1<sup>er</sup> alinéa 2 du présent article. L'autorité compétente donne l'autorisation à condition que leur utilisation soit possible en Communauté française à des fins similaires.

Lorsque l'autorité étrangère considère que les informations qu'elle a reçues de l'autorité compétente sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées à au paragraphe 1<sup>er</sup> alinéa 2 du présent article, l'autorité compétente peut autoriser cette autorité compétente étrangère à partager ces informations avec un troisième Etat. Si l'autorité compétente ne souhaite pas donner son autorisation, elle signifie son refus dans un délai de dix jours à compter de la date de réception de la communication par l'Etat membre qui souhaite partager les informations.

Lorsque l'autorité étrangère considère que les informations qu'elle a reçues de l'autorité compétente sont susceptibles d'être utiles à l'autorité compétente étrangère d'un troisième Etat membre pour les fins visées au paragraphe 1<sup>er</sup> alinéa 3 du présent article, l'autorité compétente peut accorder la permission à l'autorité compétente étrangère de communiquer ces informations à un troisième Etat membre.

§ 3. Préalablement à la demande d'informations visée à l'article 3, l'autorité compétente doit d'abord avoir exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

L'autorité compétente fournit à une autorité compétente étrangère les informations visées au paragraphe 5, à condition que l'autorité compétente étrangère ait déjà exploité les sources habituelles d'information auxquelles elle peut avoir recours pour obtenir les informations demandées sans risquer de nuire à la réalisation du but recherché.

§ 4. L'autorité compétente n'est pas autorisée à procéder à des enquêtes ou de transmettre des informations dès lors que la réalisation de telles enquêtes ou la collecte des informations en question aux propres fins de la Communauté française serait contraire à sa législation.

L'autorité compétente peut refuser de transmettre des informations lorsque :

1° l'Etat membre requérant n'est pas en mesure, pour des raisons juridiques, de fournir des informations similaires;

2° cela conduirait à divulguer un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial, ou une information dont la divulgation serait contraire à l'ordre public.

L'autorité compétente informe l'autorité requérante des motifs du rejet de la demande d'informations.

§ 5. L'autorité compétente met en oeuvre son dispositif de collecte de renseignements afin d'obtenir les informations demandées, même si ces dernières ne lui sont pas nécessaires pour ses propres besoins fiscaux. Cette obligation s'applique sans préjudice du paragraphe 4 alinéas 1 et 2, dont les dispositions ne sauraient en aucun cas être interprétées comme autorisant la Communauté française à refuser de fournir des informations au seul motif que ces dernières ne présentent pour elle aucun intérêt.

Le paragraphe 4 alinéas 1 et 2, ne saurait en aucun cas être interprété comme autorisant l'autorité compétente à refuser de fournir des informations au seul motif que ces informations sont détenues par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire, ou qu'elles se rapportent à une participation au capital d'une personne.

Nonobstant l'alinéa 2 l'autorité compétente peut refuser de transmettre des informations demandées lorsque celles-ci portent sur des périodes imposables antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et que la transmission de ces informations aurait pu être refusée sur la base de l'article 8, point 1<sup>er</sup>, de la directive 77/799/CE si elle avait été demandée avant le 11 mars 2011.

§ 6. Lorsque la Communauté française offre à un pays tiers une coopération plus étendue que celle prévue par la directive, elle ne peut pas refuser cette coopération étendue à un Etat membre souhaitant prendre part à une telle forme de coopération mutuelle plus étendue.

§ 7. Les demandes d'informations et d'enquêtes administratives introduites en vertu de l'article 3 alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que les réponses correspondantes, les accusés de réception, les demandes de renseignements de caractère général et les déclarations d'incapacité ou de refus au titre de l'article 4 sont, dans la mesure du possible, transmis au moyen d'un formulaire type adopté par la Commission. Les formulaires types peuvent être accompagnés de rapports, d'attestations et de tous autres documents, ou de copies certifiées conformes ou extraits de ces derniers.

Les formulaires types visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe comportent au moins les informations ci-après, que doit fournir l'autorité requérante :

a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;

b) la finalité fiscale des informations demandées.

L'autorité compétente peut, dans la mesure où ils sont connus et conformément à l'évolution de la situation internationale, fournir les noms et adresses de toutes les personnes dont il y a lieu de penser qu'elles sont en possession des informations demandées, ainsi que tout élément susceptible de faciliter la collecte des informations par l'autorité requise.

Les informations échangées spontanément et l'accusé de réception les concernant, au titre, respectivement, de l'article 6 alinéas 1<sup>er</sup> et 4, les demandes de notification administrative au titre de l'article 7, § 4 et § 5 et les retours d'information au titre de l'article 7, § 6 et § 7, sont transmis à l'aide du formulaire type arrêté par la Commission.

Les échanges automatiques d'informations au titre de l'article 6 sont effectués dans un format informatique standard conçu pour faciliter cet échange automatique et basé sur le format informatique existant en vertu de l'article 9 de la Directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêt, qui doit être utilisé pour tous les types d'échanges automatiques d'informations et qui est adopté par la Commission européenne.

§ 8. Les informations communiquées au titre du présent article sont, dans la mesure du possible, fournies par voie électronique au moyen du réseau CCN.

L'autorité compétente veille à ce que chaque personne physique devant faire l'objet d'une déclaration soit informée de tout manquement à la sécurité concernant ses données lorsque ces manquements sont susceptibles de porter atteinte à la protection de ses données à caractère personnel ou de sa vie privée.

Les demandes de coopération, y compris les demandes de notification et les pièces annexées, peuvent être rédigées dans toute langue choisie d'un commun accord par l'autorité requise et l'autorité requérante. Lesdites demandes ne sont accompagnées d'une traduction dans l'une des langues officielles de la Belgique que dans des cas particuliers et à condition que l'autorité compétente motive sa demande de traduction.

## Section VIII. — Relations avec les pays tiers

**Art. 9.** Lorsque des informations vraisemblablement pertinentes pour l'administration et l'application de la législation de la Communauté française relative à l'ensemble des taxes et impôts perçus par la Communauté française ou pour son compte, par ses subdivisions territoriales ou administratives ou pour leur compte, y compris les autorités locales sont communiquées par un pays tiers à l'autorité compétente, cette dernière peut, dans la mesure où un accord avec ce pays tiers l'autorise, transmettre ces informations aux autorités compétentes des Etats membres auxquels ces informations pourraient être utiles et à toute autorité compétente étrangère qui en fait la demande.

L'autorité compétente peut, en tenant compte de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, transmettre à un pays tiers, conformément aux dispositions belges applicables en Communauté française, à la communication de données à caractère personnel à des pays tiers, les informations obtenues en application du présent article, pour autant que l'ensemble des conditions suivantes soient remplies :

a) l'autorité compétente étrangère de l'Etat membre d'où proviennent les informations a donné son accord préalable;

b) le pays tiers concerné s'est engagé à coopérer pour réunir des éléments prouvant le caractère irrégulier ou illégal des opérations qui paraissent être contraires ou constituer une infraction à la législation fiscale. »

Entrée en vigueur

**Art. 10.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 à l'exception des articles 2, alinéa 4, 11°, article 5, alinéa 2, article 8, § 7, alinéa 5, article 8, § 8, alinéa 2 qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 janvier 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,

I. SIMONIS

—  
Note

(1) *Session 2016-2017.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n°369-1. – Rapport de commission, n°369-2  
*Compte-rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 11 janvier 2017.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/20259]

**12 JANUARI 2017. — Decreet betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet zet Richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen en tot intrekking van Richtlijn 77/799/EEG en Richtlijn 2014/107/EU van de Raad van 9 december 2014 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied om.

*Afdeling I. — Algemene bepalingen en definities*

**Art. 2.** De artikelen 2 tot 9 leggen de voorschriften en procedures vast voor de onderlinge samenwerking van de Franse Gemeenschap en de lidstaten van de Europese Unie met het oog op de uitwisseling van inlichtingen die naar verwachting van belang zijn voor de administratie en de handhaving van de interne wetgeving van de Franse Gemeenschap en van alle lidstaten met betrekking tot alle belastingen die worden geheven door de Franse Gemeenschap of voor haar rekening, door haar territoriale of administratieve onderdelen, of voor hun rekening, met inbegrip van de lokale autoriteiten.

Die artikelen leggen tevens de bepalingen vast voor de elektronische uitwisseling van de in het eerste lid bedoelde inlichtingen.

Ze laten de toepassing van de regels inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken onverlet. Zij laten eveneens de verplichtingen van de Franse Gemeenschap en de lidstaten inzake ruimere administratieve samenwerking, welke voortvloeien uit andere rechtsinstrumenten, waaronder bilaterale en multilaterale overeenkomsten, onverlet.

Dit decreet is niet van toepassing op de belasting over de toegevoegde waarde en op de douanerechten, noch op de accijnzen, die vallen onder andere uniale wetgeving inzake administratieve samenwerking tussen de lidstaten. Dit decreet is evenmin van toepassing op de verplichte socialezekerheidsbijdragen, te betalen aan een lidstaat of een onderdeel van een lidstaat dan wel aan een publiekrechtelijke socialezekerheidsinstelling.

*In geen geval worden de in het eerste lid bedoelde belastingen uitgelegd als omvattende :*

- a) leges, bijvoorbeeld voor certificaten en andere door autoriteiten uitgereikte stukken; of
- b) contractueel verschuldigde bedragen, zoals retributies voor openbare nutsvoorzieningen.

Dit decreet is van toepassing op de in het eerste lid bedoelde belastingen die worden geheven op het grondgebied waarop de Verdragen overeenkomstig artikel 52 van het Verdrag betreffende de Europese Unie van toepassing is.

In de artikelen 2 tot 9, wordt verstaan onder :

1° “Richtlijn” : Richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen en tot intrekking van Richtlijn 77/799/EEG;

2° “lidstaat” : een lidstaat van de Europese Unie alsook zijn territoriale of administratieve onderdelen, met inbegrip van zijn lokale overheden;

3° „centraal verbindingsbureau”, het bureau dat als zodanig zal worden aangewezen in het samenwerkingsakkoord dat moet worden gesloten met toepassing van artikel 92 bis § 1 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en dat belast is met de primaire zorg voor de contacten met de lidstaten op het gebied van de administratieve samenwerking;

4° “verbindingdienst van de Franse Gemeenschap”, elk ander bureau dan het centrale verbindingsbureau dat als zodanig door de Regering van de Franse Gemeenschap is aangewezen om op grond van dit artikel rechtstreeks inlichtingen uit te wisselen;

5° „bevoegde ambtenaar van de Franse Gemeenschap” : elke ambtenaar die door de Regering van de Franse Gemeenschap op grond van dit artikel ertoe wordt gemachtigd rechtstreeks inlichtingen uit te wisselen;

6° “bevoegde autoriteit” : de autoriteit die door België als zodanig zal worden aangewezen in het samenwerkingsakkoord dat moet worden gesloten met toepassing van artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het overeenkomstig 3° aangewezen centraal verbindingsbureau, de verbindingdiensten van de Franse Gemeenschap en de bevoegde ambtenaren van de Franse Gemeenschap worden eveneens beschouwd als de Belgische bevoegde autoriteit, door delegatie.

In afwachting van het sluiten van het in het vorige lid bedoelde samenwerkingsakkoord, hebben de woorden “bevoegde autoriteit” uitsluitend betrekking op de verbindingdiensten van de Franse Gemeenschap en de bevoegde ambtenaren van de Franse Gemeenschap;

7° “buitenlandse bevoegde autoriteit” : de autoriteit die als zodanig door een ander lid dan België wordt aangewezen. Het centraal verbindingsbureau, de verbindingdiensten en de bevoegde ambtenaren van die lidstaat worden eveneens beschouwd als de buitenlandse bevoegde autoriteit door delegatie;

8° „verzoekende autoriteit” : het centrale verbindingsbureau, een verbindingdienst, of elke bevoegde ambtenaar van een lidstaat die namens de bevoegde autoriteit of een buitenlandse bevoegde autoriteit om bijstand verzoekt;

9° „aangezochte autoriteit” : het centrale verbindingsbureau, een verbindingdienst of elke bevoegde ambtenaar van een lidstaat die namens de bevoegde autoriteit of een buitenlandse bevoegde autoriteit om bijstand wordt verzocht;

10° “administratief onderzoek” : alle door de lidstaten bij het vervullen van hun taken verrichte controles, onderzoeken en acties ter waarborging van de juiste toepassing van de belastingwetgeving;

11° „uitwisseling van inlichtingen op verzoek” : de uitwisseling van inlichtingen in antwoord op een verzoek van de verzoekende lidstaat aan de aangezochte lidstaat met betrekking tot een specifiek geval;

12° „automatische uitwisseling” : de systematische verstrekking van vooraf bepaalde inlichtingen over ingezetenen van andere lidstaten aan de betrokken lidstaat van verblijf, zonder voorafgaand verzoek, met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen;

13° „spontane uitwisseling” : het niet-systematisch, te eniger tijd en ongevraagd verstrekken van inlichtingen aan een andere lidstaat;

14° „persoon” :

- a) een natuurlijke persoon;
- b) een rechtspersoon;
- c) indien de geldende wetgeving in die mogelijkheid voorziet, een vereniging van personen die bevoegd is rechtshandelingen te verrichten, maar niet de status van rechtspersoon bezit, of
- d) een andere juridische constructie, ongeacht de aard of de vorm, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die activa, met inbegrip van de daardoor gegenereerde inkomsten, bezit of beheert welke aan belastingen in de zin van deze richtlijn zijn onderworpen;

15° „langs elektronische weg” : door middel van elektronische apparatuur voor gegevensverwerking — met inbegrip van digitale compressie — en gegevensopslag, met gebruikmaking van kabels, radio, optische technologie of andere elektromagnetische middelen;

16° „CCN-netwerk” : het op het gemeenschappelijke communicatienetwerk (common communication network — CCN) gebaseerde gemeenschappelijke platform dat de Unie heeft ontwikkeld voor het elektronische berichtenverkeer tussen autoriteiten die bevoegd zijn op het gebied van douane en belastingen.

De bevoegde autoriteit wisselt inlichtingen met buitenlandse bevoegde autoriteiten uit.

#### *Afdeling II. — Uitwisseling van inlichtingen op verzoek*

**Art. 3.** De bevoegde autoriteit kan, in een welbepaald geval, een buitenlandse bevoegde autoriteit vragen haar alle in artikel 2 bedoelde inlichtingen die deze in haar bezit heeft of naar aanleiding van een administratief onderzoek verkrijgt, te verstrekken. De aanvraag kan een met redenen omkleed verzoek inhouden dat betrekking heeft op een welbepaald administratief onderzoek.

De bevoegde autoriteit kan de verzoekende autoriteit vragen haar de originele documenten mee te delen.

De bevoegde autoriteit verstrekt, in een welbepaald geval, een buitenlandse bevoegde autoriteit die haar daarom verzoekt, alle in het eerste lid bedoelde inlichtingen die zij in haar bezit heeft of verkrijgt naar aanleiding van een administratief onderzoek dat noodzakelijk is voor het verkrijgen van die inlichtingen.

In voorkomend geval, brengt de bevoegde autoriteit de verzoekende autoriteit op de hoogte van de redenen waarom ze meent dat een administratief onderzoek niet vereist is.

Om de gevraagde inlichtingen te verkrijgen of om het aangevraagde administratief onderzoek uit te voeren, volgt de bevoegde autoriteit dezelfde procedures als deze die ze zou volgen indien ze op eigen initiatief of op verzoek van een andere Belgische instantie zou handelen.

Indien de verzoekende autoriteit uitdrukkelijk daarom verzoekt, deelt de bevoegde autoriteit de originele documenten mee, behalve als dit in strijd is met Belgische bepalingen.

#### *Afdeling III. — Termijnen*

**Art. 4.** De inlichtingen worden door de bevoegde autoriteit zo spoedig mogelijk, doch uiterlijk zes maanden na de datum van ontvangst van het verzoek verstrekt. Indien de bevoegde autoriteit evenwel de inlichtingen al in haar bezit heeft, verstrekt zij deze binnen twee maanden. In bijzondere gevallen kunnen de bevoegde autoriteit en de verzoekende autoriteit andere termijnen overeenkomen.

De ontvangst van het verzoek wordt door de bevoegde autoriteit aan de verzoekende autoriteit onmiddellijk, en in elk geval uiterlijk zeven werkdagen na ontvangst, indien mogelijk langs elektronische weg bevestigd.

De bevoegde autoriteit laat in voorkomend geval, uiterlijk een maand na ontvangst van het verzoek, aan de verzoekende autoriteit weten welke tekortkomingen het verzoek vertoont en welke aanvullende achtergrondinformatie zij verlangt. De in het eerste lid gestelde termijnen gaan in dit geval in op de datum waarop de aangezochte autoriteit de nodige aanvullende informatie ontvangt.

Indien de bevoegde autoriteit niet binnen de gestelde termijn aan het verzoek kan voldoen, deelt ze dit onmiddellijk, en in elk geval uiterlijk drie maanden na ontvangst van het verzoek, aan de verzoekende autoriteit mee, met vermelding van de redenen waarom die termijn niet is nageleefd en de datum waarop zij denkt aan het verzoek te kunnen voldoen.

Indien de aangezochte autoriteit niet over de gevraagde inlichtingen beschikt en niet aan het verzoek om inlichtingen kan voldoen of het verzoek om de in artikel 8, paragraaf 3 genoemde redenen afwijst, deelt zij de redenen hiervoor onmiddellijk, en in elk geval uiterlijk een maand na ontvangst van het verzoek, aan de verzoekende autoriteit mee.

#### *Afdeling IV. — Verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen*

**Art. 5.** De bevoegde autoriteit verstrekt de buitenlandse bevoegde autoriteiten, met betrekking tot belastingtijdvakken vanaf 1 januari 2014, automatisch de inlichtingen waarover zij ten aanzien van ingezetenen van de betrokken lidstaat beschikt inzake de volgende specifieke inkomsten- en vermogenscategorieën, op te vatten in de zin van de Belgische wetgeving :

- 1° bezoldiging van de werknemers;
- 2° bezoldiging van bedrijfsleiders;
- 3° levensverzekeringsproducten die niet vallen onder andere uniale rechtsinstrumenten inzake de uitwisseling van inlichtingen noch onder soortgelijke voorschriften;
- 4° pensioenen;
- 5° eigendom van en inkomsten uit onroerend goed.

De inlichtingen worden ten minste eenmaal per jaar verstrekt, binnen zes maanden na het verstrijken van het belastingjaar in de loop waarvan de inlichtingen beschikbaar zijn gekomen.

De „beschikbare inlichtingen” zijn inlichtingen die zich in de belastingdossiers van de inlichtingen verstrekende lidstaat bevinden en die opvraagbaar zijn overeenkomstig de procedures voor het verzamelen en verwerken van inlichtingen in die lidstaat.

#### *Afdeling V. — Spontante uitwisseling van inlichtingen*

**Art. 6.** De bevoegde autoriteit verstrekt, in elk van de volgende gevallen, de in artikel 2, eerste lid, bedoelde inlichtingen aan de buitenlandse bevoegde autoriteit :

1° de bevoegde autoriteit heeft redenen om aan te nemen dat in de betrokken lidstaat een derving van belasting bestaat;

2° een belastingplichtige verkrijgt in de Franse Gemeenschap een vrijstelling of vermindering van belasting die voor hem een belastingplicht of een hogere belasting in de betrokken lidstaat zou moeten meebrengen;

3° transacties tussen een belastingplichtige in de Franse Gemeenschap en een belastingplichtige in de andere lidstaat worden over een of meer andere landen geleid, op zodanige wijze dat daardoor in de Franse Gemeenschap of in de lidstaat of in beide lidstaten een belastingbesparing kan ontstaan;

4° de bevoegde autoriteit heeft redenen om aan te nemen dat er belastingbesparing ontstaat door een kunstmatige verschuiving van winsten binnen een groep van ondernemingen;

5° de bevoegde autoriteit, als gevolg van de door een buitenlandse bevoegde autoriteit verstrekte inlichtingen, heeft informatie ingezameld die geschikt, relevant en niet overdreven is voor de vaststelling van de belastingschuld in de betrokken lidstaat.

De bevoegde autoriteit kan aan een buitenlandse bevoegde autoriteit de inlichtingen waarvan ze kennis heeft en die voor die autoriteit geschikt, relevant en niet overdreven zijn, spontaan meedelen.

De in het eerste lid bedoelde inlichtingen worden door de bevoegde autoriteit zo snel mogelijk, en uiterlijk binnen een maand nadat zij deze beschikbaar krijgt, aan de autoriteit van elke andere betrokken lidstaat verstrekt.

De ontvangst van de het eerste lid bedoelde inlichtingen wordt door de bevoegde autoriteit onmiddellijk en in elk geval binnen zeven werkdagen na ontvangst, indien mogelijk langs elektronische weg, aan de verstrekende buitenlandse bevoegde autoriteit bevestigd.



*Afdeling VI. — Andere vormen van administratieve samenwerking*

**Art. 7. § 1.** De bevoegde autoriteit kan met een buitenlandse bevoegde autoriteit overeenkomen dat, ter uitwisseling van de in artikel 2, eerste lid, bedoelde inlichtingen, de door de bevoegde autoriteit gemachtigde ambtenaren onder de door de buitenlandse bevoegde autoriteit gestelde voorwaarden :

1° aanwezig kunnen zijn in de kantoren waar de administratieve autoriteiten van de aangezochte lidstaat hun taken vervullen;

2° aanwezig kunnen zijn bij administratief onderzoek op het grondgebied van de aangezochte lidstaat.

§ 2. De bevoegde autoriteit kan met een buitenlandse bevoegde autoriteit overeenkomen dat, ter uitwisseling van de in artikel 2, eerste lid, bedoelde inlichtingen, de door de bevoegde autoriteit gemachtigde ambtenaren onder de door de buitenlandse bevoegde autoriteit gestelde voorwaarden :

1° in de Franse Gemeenschap aanwezig kunnen zijn in de kantoren van de dienst van de Algemene Directie Begroting en Financiën die deze taken vervullen;

2° aanwezig kunnen zijn bij administratief onderzoek op het grondgebied van de Franse Gemeenschap.

Indien de verlangde inlichtingen vermeld staan in bescheiden waartoe de ambtenaren van de bevoegde autoriteit toegang hebben, ontvangen de ambtenaren van de verzoekende autoriteit een afschrift van die bescheiden.

Krachtens de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde overeenkomst, kunnen de bij een administratief onderzoek aanwezige ambtenaren van de verzoekende autoriteit geen personen ondervragen en geen bescheiden in de Franse Gemeenschap onderzoeken.

De door de verzoekende lidstaat gemachtigde ambtenaren die overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf in de Franse Gemeenschap aanwezig zijn, dienen te allen tijde een schriftelijke opdracht te kunnen overleggen waaruit hun identiteit en hun officiële hoedanigheid blijken.

§ 3. In de gevallen waarin de Franse Gemeenschap en één of meer lidstaten overeenkomen om gelijktijdig, elk op het eigen grondgebied, bij een of meer personen te wier aanzien zij een gezamenlijk of complementair belang hebben, controles te verrichten en de aldus verkregen inlichtingen uit te wisselen, is die paragraaf van toepassing.

De bevoegde autoriteit bepaalt autonoom welke personen zij voor een gelijktijdige controle wil voorstellen. Zij deelt de buitenlandse bevoegde autoriteit van de andere betrokken lidstaten met opgave van redenen mee welke dossiers zij voor een gelijktijdige controle voorstelt. Zij bepaalt binnen welke termijn die controles moeten plaatsvinden.

De bevoegde autoriteit aan wie een gelijktijdige controle werd voorgesteld, beslist of zij aan die controle wenst deel te nemen. Zij doet de autoriteit die de controle voorstelt een bevestiging van deelname of een gemotiveerde weigering toekomen.

De bevoegde autoriteit wijst een vertegenwoordiger aan die wordt belast met de leiding en de coördinatie van de controle.

§ 4. De bevoegde autoriteit kan een buitenlandse bevoegde autoriteit vragen om, overeenkomstig de in de aangezochte lidstaat geldende voorschriften voor de kennisgeving van soortgelijke akten, aan de geadresseerde kennis te geven van alle door de administratieve autoriteiten van de Franse Gemeenschap afgegeven akten en besluiten die betrekking hebben op de toepassing in de Franse Gemeenschap van de wetgeving betreffende de belastingen die worden geheven door de Franse Gemeenschap of voor haar rekening, door haar territoriale of administratieve onderdelen, of voor hun rekening, met inbegrip van de plaatselijke autoriteiten.

Het verzoek tot kennisgeving vermeldt de naam en het adres van de geadresseerde, alsook alle overige informatie ter identificatie van de geadresseerde, en het onderwerp van de akte of het besluit waarvan kennis moet worden gegeven.

Het verzoek tot kennisgeving wordt door de bevoegde autoriteit slechts gedaan indien de kennisgeving van de akten niet volgens de regels van de Franse Gemeenschap kan geschieden, of buitensporige problemen zou veroorzaken. De bevoegde autoriteit kan, per aangetekende brief of langs elektronische weg, rechtstreeks van een document kennis geven aan een persoon op het grondgebied van een andere lidstaat.

§ 5. Op aanvraag van een buitenlandse bevoegde autoriteit, geeft de bevoegde autoriteit, overeenkomstig de in de Franse Gemeenschap geldende voorschriften voor de kennisgeving van soortgelijke akten, aan de geadresseerde kennis van alle door de administratieve autoriteiten van de verzoekende lidstaat afgegeven akten en besluiten die betrekking hebben op de toepassing op het grondgebied van de Franse Gemeenschap van de wetgeving betreffende de belastingen die worden geheven door de Franse Gemeenschap of voor haar rekening, door haar territoriale of administratieve onderdelen, of voor hun rekening, met inbegrip van de plaatselijke autoriteiten.

De bevoegde autoriteit stelt de verzoekende autoriteit onverwijld in kennis van het aan het verzoek gegeven gevolg en, in het bijzonder, van de datum waarop de akte of het besluit de geadresseerde ter kennis is gebracht.

§ 6. Wanneer een buitenlandse bevoegde autoriteit overeenkomstig artikel 3 of artikel 6 inlichtingen verstrekt en om een terugmelding verzoekt, doet de bevoegde autoriteit die de inlichtingen heeft ontvangen in dat geval, zonder afbreuk te doen aan de in de Franse Gemeenschap geldende voorschriften inzake fiscale geheimhoudingsplicht en gegevensbescherming, zo spoedig mogelijk, doch uiterlijk drie maanden nadat het resultaat van het gebruik van de verlangde inlichtingen bekend is, een terugmelding aan de bevoegde autoriteit die de inlichtingen heeft verzonden.

De bevoegde autoriteit doet eenmaal per jaar, overeenkomstig bilateraal overeengekomen praktische afspraken, een terugmelding over de automatische inlichtingenuitwisseling naar de andere betrokken lidstaten.

§ 7. De bevoegde autoriteit die inlichtingen bij toepassing van artikel 3 derde lid of van artikel 6 heeft meegedeeld, kan de buitenlandse bevoegde autoriteit die ze heeft ontvangen verzoeken om terugmelding over die.

§ 8. De verbindingdienst van de Franse Gemeenschap of de bevoegde ambtenaar van de Franse Gemeenschap die een verzoek om samenwerking ontvangt dat een optreden vereist buiten de hem krachtens de Belgische wetgeving of het Belgische beleid verleende bevoegdheid, geeft het verzoek onverwijld door aan het centrale verbindingsbureau en stelt de buitenlandse bevoegde autoriteit hiervan in kennis. In dat geval gaat de in artikel 4 gestelde termijn in op de dag nadat het verzoek om samenwerking aan het centrale verbindingsbureau is doorgezonden.

*Afdeling VII. — Voorwaarden inzake administratieve samenwerking*

**Art. 8.** § 1. De inlichtingen waarover de Franse Gemeenschap beschikt met toepassing van dit decreet vallen onder de geheimhoudingsplicht en genieten de bescherming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Deze inlichtingen kunnen worden gebruikt :

1° voor de administratie en de handhaving van de wetgeving van de Franse Gemeenschap met betrekking tot de in artikel 2 van de richtlijn bedoelde belastingen;

2° voor de vaststelling en invordering van andere belastingen en rechten vallend onder artikel 2 van Richtlijn 2010/24/EU van de Raad van 16 maart 2010 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit bepaalde belastingen, rechten en andere maatregelen, en voor de vaststelling en invordering van verplichte socialezekerheidsbijdragen;

3° in mogelijk tot bestraffing leidende gerechtelijke en administratieve procedures wegens overtreding van de belastingwetgeving, onverminderd de algemene regels en de bepalingen betreffende de rechten van de verdachten en getuigen in dergelijke procedures.

Met toestemming van de buitenlandse bevoegde autoriteit die overeenkomstig deze richtlijn inlichtingen verstrekt, en voor zover het in de Franse Gemeenschap wettelijk is toegestaan, kunnen de van die autoriteit ontvangen inlichtingen en bescheiden voor andere dan de in het tweede lid bedoelde doeleinden worden gebruikt.

De bevoegde autoriteit die van oordeel is dat de van een buitenlandse bevoegde autoriteit verkregen inlichtingen de buitenlandse bevoegde autoriteit van een derde lidstaat van nut kunnen zijn voor de in het tweede lid beoogde doeleinden, stelt de bevoegde autoriteit van de inlichtingen verstrekende lidstaat in kennis van haar voornemen om die inlichtingen met een derde lidstaat te delen. Als de bevoegde autoriteit van de inlichtingen verstrekende lidstaat zich hiertegen niet verzet binnen tien werkdagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving van de lidstaat die de inlichtingen wenst te delen, kan de bevoegde autoriteit de inlichtingen doorgeven aan de buitenlandse bevoegde autoriteit van het derde lidstaat, op voorwaarde dat ze de regels en procedures naleeft die in de vorige artikelen vastgesteld zijn.

Wanneer de bevoegde autoriteit van oordeel is dat de inlichtingen die door een buitenlandse bevoegde autoriteit overeenkomstig het vierde lid van nut kunnen zijn voor de in het derde lid beoogde doeleinden, verzoekt ze daartoe om de toestemming van de bevoegde autoriteit van de lidstaat waarvan de inlichtingen afkomstig zijn.

Inlichtingen, verslagen, verklaringen en andere bescheiden, alsook voor eensluidend gewaarmerkte afschriften of uittreksels daarvan, die door de aangezochte autoriteit zijn verkregen en overeenkomstig deze richtlijn aan de verzoekende autoriteit zijn doorgegeven, kunnen door de bevoegde instanties van de verzoekende lidstaat op dezelfde voet als bewijs worden aangevoerd als soortgelijke inlichtingen, verslagen, verklaringen en andere bescheiden die door een andere Belgische autoriteit zijn verstrekt.

§ 2. De bevoegde autoriteit kan toestemming verlenen voor het gebruik, in de lidstaat die ze ontvangt, van de overeenkomstig de vorige artikelen verstrekte inlichtingen voor andere dan de in paragraaf 1, tweede lid van dit artikel bedoelde doeleinden. De toestemming wordt verleend indien de inlichtingen in de Franse Gemeenschap voor soortgelijke doeleinden kunnen worden gebruikt.

Wanneer de buitenlandse autoriteit van oordeel is dat de van de bevoegde autoriteit verkregen inlichtingen de buitenlandse bevoegde autoriteit van een derde lidstaat van nut kunnen zijn voor de in paragraaf 1 tweede lid beoogde doeleinden, kan de bevoegde autoriteit die buitenlandse bevoegde autoriteit toestemming verlenen om die inlichtingen met een derde lidstaat te delen. Als de bevoegde autoriteit haar toestemming niet wil verlenen, laat ze haar weigering kennen binnen een termijn van tien dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de mededeling door de lidstaat die de inlichtingen wenst te delen.

Wanneer de buitenlandse autoriteit van oordeel is dat de van de bevoegde autoriteit verkregen inlichtingen de buitenlandse bevoegde autoriteit van een derde lidstaat van nut kunnen zijn voor de in paragraaf 1 derde lid beoogde doeleinden, kan de bevoegde autoriteit die buitenlandse bevoegde autoriteit toestemming verlenen om die inlichtingen met een derde lidstaat te delen.

§ 3. Voordat de bevoegde autoriteit de in artikel 3 bedoelde aanvraag om inlichtingen heeft ingediend, moet ze de inlichtingen eerst hebben trachten te verkrijgen uit alle gebruikelijke bronnen die zij in de gegeven omstandigheden kon aanspreken zonder dat het bereiken van de beoogde doelstellingen in het gedrang dreigde te komen.

De bevoegde autoriteit verstrekt een buitenlandse bevoegde autoriteit de in paragraaf 5 bevoegde inlichtingen, op voorwaarde dat de buitenlandse bevoegde autoriteit de inlichtingen eerst heeft trachten te verkrijgen uit alle gebruikelijke bronnen die zij in de gegeven omstandigheden kon aanspreken zonder dat het bereiken van de beoogde doelstellingen in het gedrang dreigde te komen.

§ 4. De bevoegde autoriteit is niet toegelaten onderzoek in te stellen of inlichtingen te verstrekken, indien haar wetgeving haar niet toestaat voor eigen doeleinden van de Franse Gemeenschap het onderzoek in te stellen of de gevraagde inlichtingen te verzamelen.

De bevoegde autoriteit kan weigeren inlichtingen te verstrekken indien :

1° de verzoekende lidstaat, op juridische gronden, soortgelijke inlichtingen niet kan verstrekken;

2° dit zou leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of indien het inlichtingen betreft waarvan de onthulling in strijd zou zijn met de openbare orde.

De bevoegde autoriteit deelt de verzoekende autoriteit mee op welke gronden zij het verzoek om inlichtingen afwijst.

§ 5. De bevoegde autoriteit wendt de middelen aan waarover zij beschikt om de gevraagde inlichtingen te verzamelen, zelfs indien zij de inlichtingen niet voor eigen belastingdoeleinden nodig heeft. Die verplichting geldt onverminderd paragraaf 4, eerste lid en tweede lid, die, wanneer er een beroep op wordt gedaan, in geen geval zo kunnen worden uitgelegd dat de Franse Gemeenschap kan weigeren inlichtingen te verstrekken uitsluitend omdat zij geen binnenlands belang bij deze inlichtingen heeft.

In geen geval wordt paragraaf 4, eerste lid en tweede lid, zo uitgelegd dat een aangezochte autoriteit kan weigeren inlichtingen te verstrekken, uitsluitend op grond dat deze berusten bij een bank, een andere financiële instelling, een gevolmachtigde of een persoon die als vertegenwoordiger of trustee optreedt, of dat zij betrekking hebben op eigendomsbelangen in een persoon.

Onverminderd het tweede lid kan een bevoegde autoriteit weigeren de gevraagde inlichtingen toe te zenden indien deze betrekking hebben op belastingtijdvakken vóór 1 januari 2011 en de toezending van de inlichtingen geweigerd had kunnen worden op grond van artikel 8, lid 1, van Richtlijn 77/799/EEG indien daarom was verzocht vóór 11 maart 2011.

§ 6. Wanneer de Franse Gemeenschap voorziet in een samenwerking met een derde land welke verder reikt dan de bij deze richtlijn geregelde samenwerking, kan ze de verder reikende samenwerking niet weigeren aan een andere lidstaat die met haar deze verder reikende, wederzijdse samenwerking wenst aan te gaan.

§ 7. Het verzoek om inlichtingen of om een administratief onderzoek op grond van artikel 3, eerste lid, en het desbetreffende antwoord, de ontvangstbevestiging, het verzoek om aanvullende achtergrondinformatie en de mededeling dat aan het verzoek niet kan of zal worden voldaan, zoals bepaald in artikel 4, worden voor zover mogelijk verzonden met gebruikmaking van het door de Commissie vast te stellen standaardformulier. Het standaardformulier kan vergezeld gaan van verslagen, verklaringen en andere bescheiden, of van voor eensluidend gewaarmerkte afschriften of uittreksels daarvan.

Het in het eerste lid bedoelde standaardformulier bevat ten minste de volgende door de verzoekende autoriteit te verstrekken informatie :

- a) de identiteit van de persoon naar wie het onderzoek of de controle is ingesteld;
- b) het fiscale doel waarvoor de informatie wordt opgevraagd.

De bevoegde autoriteit kan namen en adressen van personen die worden verondersteld in het bezit te zijn van de verlangde informatie, alsook andere elementen die het verzamelen van de informatie door de aangezochte autoriteit vereenvoudigen, doorgeven, voor zover deze bekend zijn en deze praktijk aansluit bij internationale ontwikkelingen.

Voor de spontane uitwisseling van inlichtingen en de desbetreffende ontvangstbevestiging, op grond van respectievelijk artikel 6, eerste lid en vierde lid, het in artikel 7, § 4 en § 5 bedoelde verzoek tot administratieve kennisgeving, en de in artikel 7, § 6 en § 7, bedoelde terugmelding, wordt gebruikgemaakt van het door de Commissie vast te stellen standaardformulier.

Bij de automatische inlichtingenuitwisseling in de zin van artikel 6 wordt gebruikgemaakt van een geautomatiseerd standaardformaat, dat dergelijke automatische uitwisseling moet vergemakkelijken, en gebaseerd is op het bestaande geautomatiseerde formaat in de zin van artikel 9 van Richtlijn 2003/48/EG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, dat bij elke vorm van automatische inlichtingenuitwisseling moet worden gebruikt.

§ 8. De krachtens dit artikel verstrekte inlichtingen worden zoveel mogelijk verzonden langs elektronische weg, via het CCN-netwerk.

De bevoegde autoriteit zorgt ervoor dat elke individuele te rapporteren persoon in kennis wordt gesteld van een schending van de beveiliging van zijn gegevens wanneer die schending afbreuk kan doen aan de bescherming van zijn persoonsgegevens of persoonlijke levenssfeer.

Het verzoek om samenwerking, waaronder het verzoek tot kennisgeving, en de bijgevoegde bescheiden kunnen in elke door de aangezochte en de verzoekende autoriteit overeengekomen taal zijn gesteld. Het verzoek gaat slechts in bijzondere gevallen, op met redenen omkleed verzoek van de aangezochte autoriteit, vergezeld van een vertaling in de officiële taal of een van de officiële talen van de lidstaat van de aangezochte autoriteit.

#### *Afdeling VIII. — Betrekkingen met derde landen*

**Art. 9.** Wanneer inlichtingen welke naar verwachting van belang zijn voor de administratie en de handhaving van de wetgeving van de Franse Gemeenschap betreffende alle belastingen die worden geheven door de Franse Gemeenschap, of voor haar rekening, door haar territoriale of administratieve onderdelen, of voor hun rekening, met inbegrip van de lokale autoriteiten, door een derde land aan de bevoegde autoriteit worden meegedeeld, kan deze, mits dit krachtens een overeenkomst met dat derde land is toegestaan, deze inlichtingen verstrekken aan de bevoegde autoriteiten van de lidstaten voor welke die inlichtingen van nut kunnen zijn, en aan elke verzoekende buitenlandse bevoegde autoriteit.

De bevoegde autoriteit kan, met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, overeenkomstig de Belgische bepalingen die op de Franse Gemeenschap toepasselijk zijn betreffende de doorgifte van persoonsgegevens aan derde landen, de overeenkomstig dit artikel ontvangen inlichtingen doorgeven aan een derde land, op voorwaarde dat aan elk van de volgende voorwaarden is voldaan :

- a) de buitenlandse bevoegde autoriteit van de lidstaat waaruit de inlichtingen afkomstig zijn, heeft daarin toegestemd;
- b) het derde land heeft zich ertoe verbonden de medewerking te verlenen die nodig is om bewijsmateriaal bijeen te brengen omtrent het ongeoorloofde of onwettige karakter van verrichtingen die blijken in strijd te zijn met of een misbruik te vormen van de belastingwetgeving.

## Inwerkingtreding

**Art. 10.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2013, met uitzondering van de artikelen 2, vierde lid, 11°, artikel 5, tweede lid, artikel 8, § 7, vijfde lid, artikel 8, § 8, tweede lid, dat op 1 januari 2016 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 januari 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

---

*Nota*

(1) *Zitting 2016-2017.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 369-1. — Verslag van de commissie, nr. 369-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 januari 2017.

---

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/10704]

**25 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant fermeture de l'École fondamentale de la Communauté française de Saint-Hubert annexée à l'Institut Centre Ardenne de LIBRAMONT– Avenue Paul Poncelet 9, à 6870 SAINT-HUBERT**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957, notamment les articles 13, 14 et 15, telles que modifiées;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement, telle que modifiée;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle que modifiée;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions du personnel d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement primaire et maternel, notamment l'article 8;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 10 novembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 janvier 2017 ;

Considérant qu'à la date du 31 août 2016, le nombre d'élèves inscrits n'atteint pas le minimum requis pour justifier le maintien de l'école ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'école fondamentale de la Communauté française de Saint-Hubert, annexée à l'Institut Centre Ardenne de LIBRAMONT – Avenue Paul Poncelet 9, à 6870 SAINT-HUBERT, est supprimée à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2016.